

la complicité empressée d'un parti communiste inapte.

Le meilleur auxiliaire du capitalisme est une amélioration de la situation économique. Il semble bien d'ailleurs qu'il ait compris, puisqu'il multiplie les efforts en vue de se soustraire aux obligations du traité de Versailles, et d'obtenir en fait l'égalité des droits, qui lui permettrait de disputer sa chance, dans les mêmes conditions que les autres capitalistes nationaux. Le plan économique du cabinet Von Papen en prépare les bases, et les milieux capitalistes allemands qui renaissent à l'optimisme, envisagent une politique hardie dans ce domaine, qui coïnciderait avec une atténuation générale prévue de la crise mondiale, provoquerait cette amélioration que certains considèrent prochaine.

Cette amélioration de la situation économique, rendant possible une stabilisation politique est d'autant plus souhaitable par le capitalisme allemand, qu'il passe présentement par des tranches considérables. Obligé de refuser le pouvoir à l'hitlerisme, dont l'action gouvernementale, constituée pour lui, un incommode et lourd de menaces, du fait du caractère anticapitaliste de son mouvement, il considère avec une vive inquiétude cette masse de 14 millions d'Allemands, enlèves des belles formes de Hitler, qui se trouve lui-même placée devant le dilemme : ou perdre sa clientèle électorale ou se laisser du pouvoir ; que la moindre déstabilisation, venant altérer leur foi dans le « furher » peut rejeter dans les rangs communistes. Aussi, une reprise des affaires qui ne manquera pas de provoquer une dislocation du mouvement hitlerien et un affaiblissement sensible du mouvement communiste, est-elle attendue avec une véritable ferveur.

En attendant, cette stabilisation, résultat d'un retour vers la « prospérité », il semble que les événements d'Allemagne continueront à occuper une place importante dans l'actualité mondiale. Hitler multipliera les efforts pour saisir les rênes gouvernementales, sans modifier de beaucoup la situation, même si en dépit de la cause il se voit contraint d'accepter la participation de son parti dans un gouvernement de coalition ou il sera inévitablement le prétexte prisonnier.

Dans l'état présent des événements et des partis, il ne semble bien que la situation est nettement favorable au capitalisme allemand.

Quant au prolétariat, placé sous la férule de partis incapables et affolés, il sera comme toujours chargé de supporter les frais des partis, devant ramener la « prospérité ». Puis-je-il enfin comprendre la leçon.

J. RIBEYRON.

Cet article était composé quand sont survenus les derniers événements de Berlin. Von Papen n'a pu accomplir son cours-programme devant le Reichstag, et a dû procéder à sa dissolution. La manœuvre de la social-démocratie, tendant à déjouer les calculs des nationaux-socialistes et des chrétiens qui voulaient éviter la dissolution précipitée du Reichstag dans l'attente d'une situation plus favorable, rendant possible, l'essai d'une combinaison ministérielle des deux partis, a pleinement réussi. Le Reichstag dissous, le national-socialisme reste maître de la situation, en dépit du vote écrasant émis contre lui. Cette dissolution ne provoquera pas de changements dans la situation politique. Sans doute, les nazis vont continuer la lutte en vue d'amener pour le moins, un remaniement ministériel qui leur permettrait d'obtenir quelques portefeuilles. Aux dernières nouvelles, leurs prétentions sont des plus modestes, devant la volonté manifeste du capitalisme allemand de leur refuser le pouvoir. Ils se contentent de rester dans un cabinet présidentiel un ou deux de leurs. Comme nous le démontrons plus haut, les nazis perdent l'espoir et comprennent que seul un coup de force, serait capable de leur donner le pouvoir. Mais dans la constitution du cabinet Von Papen, les possibilités d'une telle entreprise sont restreintes et les chances de réussite, des plus minces. Nous reviendrons dans le prochain numéro sur la situation allemande. Pour aujourd'hui, concluons en disant que les derniers événements ont permis de constater que le capitalisme allemand triomphe et agit sa victoire.

VOIR POPULAIRE DES RELIGIONS
par A. Delpech
Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée.

Les matières : Origines et progrès de l'idée du divin ; Religions antiques ; Religions vivantes ; Brahmanisme ; Bouddhisme ; Shinto japonais ; Confucianisme ; Maïnéisme ; Mazdéisme ; Religion des Jüris ; Christianisme ; Protestantisme ; Religion musulmane ; Mormonisme ; Conclusion.
Prix : 20 fr. ; franco : 21 fr. 50.

Henri Béraud est, parmi tous les écrivains contemporains, un des plus estimables tant par l'importance que par la qualité de son œuvre. De plus, il est très lu. Ce n'est pas le cas de tous les bons écrivains. Et l'on sait d'instinct que la qualité de la publicité et le snobisme font de ces milieux, dont vivent, assurément, des « hommes de lettres » trop féconds en inepties.

★

L'œuvre d'Henri Béraud a également le caractère de s'ordonner suivant un plan harmonieux, que l'on dirait préconçu, de sorte qu'on a l'impression, à considérer l'ensemble des titres de ses livres, de voir une façade où peu à peu se découpent des images et des idées, qui se complètent l'une l'autre. C'est au sommet de ce monument que l'emprunte ce titre : « La Conquête du pain ». Il me semble symbolique. Deux volumes sont parus : « Le bois du Templeur pendu », « Les Lurons de Sabolas ». Deux autres sont prévus : « Ciel de suite », qui doit paraître prochainement et « Naufrage ». Il faut attendre sans hâte ces deux « suites » à l'histoire étonnante d'une petite collectivité humaine localisée dans l'espace, en marche vers sa libération économique, cette « conquête du pain » symbolisée par les aspirations sans cesse renouvelées des paysans au cours des siècles, et d'abord par cette possession de la terre marquée des hommes.

Il faut attendre avec autant plus de patience que, en dehors des « choses vues » formant le recueil de l'œuvre d'Henri Béraud, journaliste, beaucoup de titres restent à paraître, ailleurs, notamment dans la série : « Les hommes, comme les autres » qui formera une sorte d'autobiographie romancée, dont la « Gerbe d'Or », où Béraud raconte sa vie d'enfant, est le début.

Plus anciens, les « Romans et nouvelles », les « Poésies » sont à la base de l'édifice... Ce n'est pas en historien, mais en « passant du passé » que Béraud a raconté « Le 14 Juillet », et qu'il racontera « Vendémiaire », qu'il a connu son ami Robespierre, et qu'il nous fera connaître « Danton brisé ». Mais c'est la « Conquête du pain » qui couronne l'édifice, ce sont « Les Lurons de Sabolas », qui ont suscité dernièrement, de la part de toute la critique, la plus vive admiration. C'est de ces lurons, et de leurs an-



BULGARIE

Le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans contre la terreur fasciste en Bulgarie envers les masses macédoniennes, nous communique :

« Une nouvelle vague sanglante et terrible s'abat sur la population déjà si terrorisée du district de Petrich (partie de la Macédoine sous la domination bulgare), ainsi que sur l'émigration macédonienne en Bulgarie. Une bande armée, d'origine macédonienne n'ayant en soi rien de macédonien, à part son nom, l'O.R.I.M., à la tête de laquelle le meurtrier bien connu Ivan Michailoff, persécute, torture et assassine les militants et les sympathisants du mouvement national-révolutionnaire macédonien. Epouvantés par la marche sanglante de ces hordes, la population du district de Petrich, sans protection quelconque de la part des autorités publiques, se voit obligée depuis quelques semaines de s'enfuir en masse dans les montagnes et dans les autres contrées de la Bulgarie.

« Le gouvernement bulgare ne seulement tolère les excès de ces bandits, mais plus encore, il les soutient et les encourage. Il leur fournit les armes, les munitions, les vêtements de son armée instrumentelle, le fascisme macédonien, pour écraser la gauche macédonienne. Nous ne parlons pas ici des anciens gouvernements bulgares de Zankoff et de Liapcheff, sous le régime desquels les bandes fascistes macédoniennes ont assassiné, torturé et mutilé des milliers de personnes. Les fascistes macédoniens ont pris une part active aux massacres des ouvriers et paysans bulgares pendant les événements sanglants de 1923 et de 1925, où comme on le sait, 30.000 personnes furent massacrées. Nous parlons ici du gouvernement soi-disant populaire de Mouchkoff-Goucheff, qui, sous son avènement au pouvoir, se mit d'accord avec la bande d'Ivan Michailoff, donnant à celui-ci carte blanche pour recommencer son œuvre néfaste. Au cours des premiers 5 mois du règne de ce gouvernement, les fascistes macédoniens ont commis en plein jour, une dizaine d'assassinats et au lieu de prendre des mesures répressives, ce gouvernement se dépeçant d'accorder — au mois de janvier — l'amnistie à tous les auteurs de la bande, auteurs des assassinats et des massacres commis au cours de 9 ans et jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi d'amnistie. Certains de ces crimes ne seront pas châtiés, soutenus matériellement et moralement par les autorités civiles et militaires et directement par la Cour royale bulgare, cette bande reprenait avec une férocité plus acharnée encore, la série de ses crimes qui doivent servir à exterminer les éléments progressifs et fidèles à la cause macédonienne de libération.

« Aussitôt après l'amnistie, cette bande transformait les rues de Sofia en champs de bataille, attaquant, armée de fusils automatiques, les adversaires. Elle procédait au rapt de trois Macédoniens, Andrianoff, Toubcheff et Saef ; les deux premiers étaient tués, le troisième relâché après lui avoir fait subir de longues tortures ; elle menaçait d'assassiner le député macédonien Christo Traifkoff, militant de la gauche macédonienne, assassiné à Sveti Vratich, Boris Dimitroff, à Sofia, Guergui Traifkoff et à Kaskovo le voirde Pétar Andrianoff.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais le crime le plus lâche et qui suscite en Bulgarie une grande émotion, provoquant les protestations énergiques des masses travailleuses macédoniennes et bulgares aussi bien que de l'opinion publique progressive européenne, fut l'enlèvement du révolutionnaire macédonien Simch Kavrakoff, membre du Comité directeur de l'Association des émigrés de Salonique à Sofia, commis le 8 juin. Cinq individus armés de revolvers et de bombes l'ont assassiné de coups, puis à l'aide d'un camion, ils ont transporté le cadavre à Sofia. Ses agresseurs l'entraînaient dans une automobile qui prenait la direction du district de Petrich. Tous les renseignements reçus disent qu'il a été assassiné après avoir été d'abord soumis aux tortures les plus atroces. Un des bandits bulgares participait à l'enlèvement. Kavrakoff était un agent de la police, le même qui prit part à l'enlèvement d'Andrianoff, dont nous avons parlé plus haut.

« Mais c'est surtout dans le district de Petrich que cette bande donnait libre cours à sa rage. C'est durant les élections communales qui ont eu lieu au mois de février, que fut donné le signal d'un nouveau vague de terreur massive. Des camions, des véhicules armés de fusils de revolvers et de bombes, parcoururent le district de Petrich et accomplirent des actes abominables, ne reculant devant aucun moyen — même ceux de l'inquisition. Après que la population de la ville de Nevrocy, malgré la terreur, a élu une grande majorité des représentants municipaux et blâmé les candidats de la bande, cette dernière a assailli en cours de route trois des conseillers municipaux populaires et les enlevait de force. Les malheureux furent pendus quelques semaines plus tard, et leurs corps furent jetés dans des puits. Ils n'étaient ni bérés qu'après que le gouvernement eut promis de remplir les conditions posées par elle — ce qu'il a fait peu après — soit de dissoudre le Conseil municipal de Nevrocy et de remplacer le sous-préfet par un homme de confiance de la même ville.

« Aux élections de Nevrocy, le triomphe fut de nouveau du côté des adversaires de la bande, ce qui lui donna l'occasion de perpétrer un attentat au moyen de bombes dans les rues de Nevrocy contre deux autres conseillers municipaux. L'une des victimes succomba à la suite de ses blessures et l'autre, grièvement blessée, se trouve dans un état désespéré. Le but de la bande était de faire de nouveau dissoudre le Conseil municipal de Nevrocy et elle y a réussi, puisque le gouvernement a déjà donné ses ordres dans ce sens.

« Les maires des villages de Teshov et Abturlant (arrondissement de Nevrocy), tourmentés cruellement pour les forcer à démissionner, sont morts des suites de ces atrocités. Les maires et plusieurs conseillers communaux des villages de Lihavche, Galkitovna, Moussovitche, Larkitchev, tous de l'arrondissement de Nevrocy, ont disparu sans laisser de nouvelles, parce qu'ils n'ont pas voulu capituler devant les menaces de la bande. Un collègue du village de Jakornda était enlevé, on ne sait pas, à l'heure actuelle, ce qu'il est devenu.

« D'après les nombreux exposés adressés au gouvernement bulgare et à la presse au nom des citoyens du district de Petrich, de Nevrocy et des environs, ainsi que de l'arrondissement de Najlache, une dizaine de personnes ont été pendues et tuées, d'autre façon tout dernièrement. Par suite de ces atrocités inouïes, 300 habitants de Nevrocy et des environs se sont enfuis dans les montagnes et les districts voisins des anciennes frontières de la Bulgarie, pour sauver leur vie. Le flux des réfugiés continue encore et embrasse aussi les autres arrondissements du district de Petrich.

« Mais les assassins, les agresseurs, les instituteurs sont intacts. Ils disent à qui veut l'entendre que leur bande est « une nécessité d'Etat » et que c'est le roi même qui les soutient. En effet, les autorités publiques ferment toujours les yeux devant les crimes de cette bande... Seuls, les auteurs de l'enlèvement de Kavrakoff, à la suite des protestations nombreuses, ont été jusqu'à être arrêtés, mais ils ont été relâchés « sous caution », quelques jours après. Le plus, dans le district de Petrich, des détachements de troupes militaires bulgares cernent avec les tchèbes de la bande, des villages arrêtant des paysans appartenant à la même bande, mais devenant ses adversaires, les laissant en liberté. Aux manifestations de masses organisées par l'émigration macédonienne en Bulgarie, pour protester contre les méfaits de la bande, la police répond par l'interdiction des manifestations et par l'attaque des manifestants.

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

« En face de cette situation tragique des masses macédoniennes, les journaux bulgares ne font que s'aggraver, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans croit qu'il est du devoir de tous les amis des peuples opprimés, de tout le monde progressif, du prolétariat et de la paysannerie, de s'unir pour élever leurs voix contre la conduite criminelle du gouvernement bulgare qui favorise et encourage les bandits fascistes macédoniens et

leur système d'enlèvement, d'assassinats, de pendaisons et de tortures infligées à toute une population désarmée.

« Il est vrai que les masses macédoniennes elles-mêmes s'organisent pour une auto-défense et mènent une lutte acharnée contre les excès de la bande. Les démonstrations publiques, les protestations de masses, les journaux de la gauche macédonienne édités récemment et les nombreuses feuilles volantes dirigées contre le fascisme macédonien et contre son protecteur, le fascisme bulgare, prouvent que ces masses ne se plient pas devant la violence et la terreur. Néanmoins, l'opposition publique progressive n'intervient pas et n'élève pas sa voix puissante en exigeant du gouvernement bulgare qu'il mette fin à la terreur et aux assassinats de la bande, le monde culturel sera témoin d'un massacre de grande envergure qui est préparé systématiquement par cette bande.

« Nous assurons les masses combattantes macédoniennes et leur vrai guide, l'O.R.I.M. (unifiée) de la sympathie fraternelle de tous les mouvements nationaux-révolutionnaires des Balkans que nous refusons et leurs déclarations que leur lutte révolutionnaire est une lutte pour la libération et contre les tyrans de Belgrade, d'Athènes et de Sofia est aussi notre lutte.

HOLL

Dans les syndicats

C. G. T.

CHEZ LES TERRASSIERS

Après le conflit de la Maison Bonabeau, au Métro comment le bureau syndical unitaire écrit l'histoire

Les autocritiques du Syndicat des terrassiers et cimentiers unitaires sont revenues sur le conflit de l'entreprise Bonabeau, auquel nous avons pris une part active.

Sous le prétexte de pouvoir tirer les enseignements du conflit, ils s'ingénient à rejeter sur nous tout le côté négatif de ce mouvement. Par contre, ils tentent de tirer à eux tout le bénéfice moral de cette grève. Comme bien entendu, c'est de coutume dans la maison, et c'est la première fois, écrivent-ils, que les deux Syndicats Confédérés et Unitaires, se sont rencontrés dans la lutte depuis 1924. Sans blague ! Rien que ça, non, c'est vraiment trop fort. Les terrassiers Unitaires avaient eux à qu'en tenir sur cette insinuation volontaire, faite dans le but de fausser l'histoire et induire en erreur les jeunes camarades organisés depuis la scission corporative de 1925. Oh ! Nous savons, nous aussi, que l'objectivité recherchée par les dirigeants unitaires est d'éviter que l'on puisse mettre en relief les conflits corporatifs antérieurs avec celui qui vient de se dérouler à la place des Fêtes et à la Porte des Lilas.

Dans les grèves revendicatives antérieures, les Unitaires ont été sciemment de se mettre en rapport avec une organisation avant d'engager l'action, c'est donc eux qui ont toujours été et qui sont encore contre l'unité d'action. Certes à l'entreprise Bonabeau, ils ne purent jouer le même rôle, du moins ouvertement, d'abord parce que nous étions en très grand nombre dans l'entreprise, et qu'ensuite nous étions à tous les points de vue les plus combattifs.

Où et quand, nous ont-ils entendu tenir le langage qu'ils nous prêtent dans l'Humanité ?... Nous aurions toujours d'après eux la confusion parmi les ouvriers, en haut, nos méthodes d'action contre les leurs.

Nous n'avons jamais dit qu'il ne fallait pas résister et lutter en période de crise ; nous convenons simplement que la lutte est plus dure, plus difficile, en ce sens que les exploités, ont présentement à leur disposition le nombre de bras nécessaires et d'autre part, s'il nous est arrivé, comme à vous de faire allusion à la période de vache maigre, que l'on veut nous faire subir, nous avons toujours rétorqué, et vous le savez mieux que quiconque, que les travailleurs n'ont pas de sacrifices à faire étant donné qu'au moment de la grande prospérité économique, on ne leur a alloué (c'est le triste privilège du salariat) que juste le nécessaire pour vivre.

Si nous n'avons pu élargir le mouvement dans une large mesure, c'est parce qu'il était assis sur des bases très fragiles, sans aucune préparation véritable. Vous avez au bureau Syndical Unitaire préconisé l'arrêt total du travail aux trois équipes, des puits 3, 4 et 5, sans liaison effective avec les autres puits du même lot.

C'est là, vous le voyez, le point faible du départ du mouvement de 600 camarades terrassiers et maçons d'art de l'entreprise Bonabeau.

On ne nous fera pas l'injure d'avoir entamé de polémiques au sujet du mouvement, car par leur maladresse, les Unitaires nous en ont fourni l'occasion : « voyons maintenant comment ces derniers appliquent le « front unique ».

Ils exploitent cette formule, elle leur revient sur la bouche comme un leit-motif, seulement ils l'interprètent de la même façon que l'ex-capitaine Treint.

Aussi, lorsqu'ils sont contraints de l'appliquer d'une façon loyale, c'est une véritable ruade dans les brancards du chariot bolchevique. Ainsi par exemple à la première réunion mixte, à la Grange-aux-Belles, ils ne purent faire un exposé, comme le commandaient les circonstances, ne sachant sans doute dire autre chose que ce qu'on leur a appris. Ils firent « haro » sur le baudet Confédéré, ne tenant plus aucun compte de l'issue de la bataille engagée, et oubliant l'objectif principal qui était celui de battre Bonabeau, mettant ainsi leur point de vue de sectaires au-dessus de l'intérêt des ouvriers.

Une courte mais brève intervention, nous permit de remettre les choses au point et de situer le débat sur son véritable terrain.

Le citoyen Pejou, mal en point de la façon dont, à l'apéro, goulait notre intervention, tenta une diversion en déclarant cette fois-ci sur nos camarades maçons : Guillemain et L'Huissier.

Mal lui en prit, une réaction violente de la salle lui fit changer d'attitude. Le lendemain, à la Bourse du Travail, ils recommencèrent leur vile besogne de diviseurs des ouvriers, en pleine bataille ; mais là aussi, l'auditoire réagit violemment, et Aymard, secrétaire des cimentiers Unitaires dut, bon gré, mal gré, abandonner la tribune.

Dès lors, nous avions le mouvement en mains, et les ouvriers en lutte manifestèrent leur accord avec nous. Voilà ce que vous avez omis, et pour cause, de tirer des enseignements de cette lutte.

La conclusion logique qui s'impose est que vous n'avez pas la confiance de vos propres adhérents, la façon dont les deux équipes des puits 1 et 2, à l'égérie de Belleville sont entrées dans la lutte, le prouve amplement.

Il en est de même de ceux de l'équipe à Bruteil, qui ont été si faire inscrire sur la liste du représentant sans s'occuper de qu'il deviendrait du mouvement. Faut-il donner des noms ?... Sont-ils Confédérés, ceux-là ?...

Vous savez fort bien que non, car dans cette équipe, comme dans celle de Le Bon, il reste sur la route principalement des camarades confédérés, visés par les mouchards de la boîte pour leur combativité syndicale.

Donc, au début, départ du mouvement sur des bases très fragiles et mal préparées, ensuite faute grave de votre part d'avoir, à un certain moment divisé les ouvriers en pleine bataille.

J'ai toujours eu l'impression que vous aviez principalement de votre côté une masse que vous traitez par les cheveux, et qui allait à la bataille avec une âme de vaincu.

Nous signalons également à nos camarades que l'appel en faveur de l'unité syndicale totale faite par nous, à l'Assemblée des grévistes, lundi à la Bourse, fut chaleureusement applaudi. Cela est une indication à retenir, elle montre que les ouvriers ont assez des divisions. Ce mouve-

ment sera une leçon pour ceux qui calomnient les militants de nos organisations Confédérées et qui s'accrochent désespérément au bateau de la C.G.T.U. (qui fait eau de toutes parts) à seule fin de maintenir en état de division la classe ouvrière, qui elle, veut réaliser son unité.

P. DICHAMP.

Secrétaire des Terrassiers de la Seine.

P.-S. — Dans un avenir très prochain, nous montrerons aux lecteurs de ce journal, le grand pas en faveur de l'unité qui vient de s'accomplir dans notre corporation.

DANS LE BATIMENT

Un nouveau conflit au chantier Macquart

Sur ce chantier important de l'avenue de Clichy où différents mouvements ont eu lieu pour la suppression du tchéronnat ou lock-out, nous avons déclaré hier à tous les ouvriers briquetiers et cimentiers.

Un nouveau tchéron nommé Lelarge qui s'avisait de vouloir diriger les travailleurs du bâtiment avec une certaine desinvolture, s'est vu rabroué plusieurs fois par les militants du chantier.

Lundi dernier, l'invitant après l'heure, le délégué syndical à prendre son compte ainsi que le chef briquetier. Non content de cela, mardi matin il voulut régler également une équipe d'une centaine de briquetiers.

C'est au moment où les camarades du chantier débattaient et firent la grève sur le tas en protestation de l'attitude inqualifiable de Lelarge, que plusieurs camions de représentants de la force publique vinrent entourer le chantier, comme s'il s'agissait d'un nouveau fort Chabrol.

Les camarades se contentèrent simplement de pendre en effigie un mannequin représentant le tchéron maudit et ils l'exposèrent aux fenêtres du bâtiment de l'avenue de Clichy à la grande joie des passants.

Des interventions sont faites par l'organisation ouvrière pour imposer la réintégration des militants et pour empêcher qu'ils ne soient plus laissés aux mauvais caprices du tchéron dirigeant du chantier.

Nos camarades briquetiers et cimentiers ont refusé toutes les manœuvres nationales et se présenteront mercredi matin comme d'habitude à leur travail.

Au cours de la journée l'organisation ouvrière pour intervenir en vue d'une solution favorable du conflit.

Le Comité Régional.

C. G. T. S. R.

Les Amis du Combat Syndicaliste de Rouen envoient. — Tous les camarades régionaux de la Région Rouennaise et tous les copains adhérents aux groupes affiliés à l'Entente Fédéraliste de Rouen, sont invités d'urgence à assister à la réunion d'informations du 24 septembre, à 8 h. 30 du soir.

Une discussion sur les Rapports d'Espagne et d'Allemagne sera ouverte à tous les militants au sein de la réunion.

Pour assister à nos réunions d'Informations, envoyer vos adresses à Henry, 1, rue du Hallage, à Rouen, qui fera la convocation individuelle.

« Le Combat Syndicaliste » est en vente dans toutes les Permanences de l'Entente Fédéraliste de Rouen et Banlieue.

LES ARTS

Une exposition

A Bois-Colombes, dans son atelier, petit mais clair, le peintre A.J. Alexandrovitch expose une partie de son œuvre. Les œuvres, de tableaux et de leur publicité tapageuse — on verra tout à l'heure pourquoi — Alexandre Alexandrovitch n'est content, ni de son œuvre, ni de sa renommée.

Pour assister à nos réunions d'Informations, envoyer vos adresses à Henry, 1, rue du Hallage, à Rouen, qui fera la convocation individuelle.

« Le Combat Syndicaliste » est en vente dans toutes les Permanences de l'Entente Fédéraliste de Rouen et Banlieue.

LES ARTS

Une exposition

A Bois-Colombes, dans son atelier, petit mais clair, le peintre A.J. Alexandrovitch expose une partie de son œuvre. Les œuvres, de tableaux et de leur publicité tapageuse — on verra tout à l'heure pourquoi — Alexandre Alexandrovitch n'est content, ni de son œuvre, ni de sa renommée.

Pour assister à nos réunions d'Informations, envoyer vos adresses à Henry, 1, rue du Hallage, à Rouen, qui fera la convocation individuelle.

« Le Combat Syndicaliste » est en vente dans toutes les Permanences de l'Entente Fédéraliste de Rouen et Banlieue.

LES ARTS

Une exposition

A Bois-Colombes, dans son atelier, petit mais clair, le peintre A.J. Alexandrovitch expose une partie de son œuvre. Les œuvres, de tableaux et de leur publicité tapageuse — on verra tout à l'heure pourquoi — Alexandre Alexandrovitch n'est content, ni de son œuvre, ni de sa renommée.

Pour assister à nos réunions d'Informations, envoyer vos adresses à Henry, 1, rue du Hallage, à Rouen, qui fera la convocation individuelle.

« Le Combat Syndicaliste » est en vente dans toutes les Permanences de l'Entente Fédéraliste de Rouen et Banlieue.

LES ARTS

Une exposition

A Bois-Colombes, dans son atelier, petit mais clair, le peintre A.J. Alexandrovitch expose une partie de son œuvre. Les œuvres, de tableaux et de leur publicité tapageuse — on verra tout à l'heure pourquoi — Alexandre Alexandrovitch n'est content, ni de son œuvre, ni de sa renommée.

Pour assister à nos réunions d'Informations, envoyer vos adresses à Henry, 1, rue du Hallage, à Rouen, qui fera la convocation individuelle.

« Le Combat Syndicaliste » est en vente dans toutes les Permanences de l'Entente Fédéraliste de Rouen et Banlieue.

LES ARTS

Une exposition

A Bois-Colombes, dans son atelier, petit mais clair, le peintre A.J. Alexandrovitch expose une partie de son œuvre. Les œuvres, de tableaux et de leur publicité tapageuse — on verra tout à l'heure pourquoi — Alexandre Alexandrovitch n'est content, ni de son œuvre, ni de sa renommée.

Le rôle social de la Coopération

III. — La Coopération agricole

(Suite.)

C'est en Allemagne vers le milieu du siècle dernier, qu'ont pris naissance les institutions de crédit agricole. Notre pays n'a suivi l'exemple qu'assez tardivement, ce qui s'explique aisément par le fait que c'est surtout dans l'Europe centrale que l'usage restait encore un redoutable fléau. L'industrie, dans ces pays, avait pas pris alors un très grand développement ; les gouvernements devaient tirer des classes rurales la majeure partie de leurs ressources. Les exigences brutales du fisc, celles du grand propriétaire aussi, dans beaucoup de régions, obligeaient le petit cultivateur, possédant ou fermier à recourir à des emprunts que le fermier à recourir en argent ou en nature ne consentait qu'à un taux exorbitant. De plus, la permanence de sa détresse lui faisait perdre le goût de la prévoyance.

C'est là un état d'esprit que nous retrouvons chez l'indigène de nos colonies. La récolte est-elle médiocre, il consomme tout son blé au cours de l'année, sans réserver la semence dont le rachat est onéreux. L'année est-elle favorable, il gaspille l'argent qu'elle lui apporte, le perd souvent au jeu, reste, en définitive, tous jours endetté, toujours esclave de l'usurier.

Chez nous aussi, certes, l'usage se pratiquait, mais son champ d'action était plus restreint, sa nuisance contenue par les besoins du paysan. Notre paysan cherche à se soustraire aux risques de tous genres, il a longtemps repoussé la monnaie fiduciaire, les titres financiers. S'il s'endette, c'est moins pour satisfaire aux besoins du présent qu'il préfère, pour préparer l'avenir ; il emprunte, pour arrondir son bien et grâce à sa volonté d'économie, à sa laderie même, il arrive le plus souvent à éteindre sa dette.

D'autre part, il a été longtemps, comme nous l'avons dit, un soutien de l'Etat conservateur, un repaire de ses informations, de ses renseignements, de ses menagements de celui-ci. Le bénéfice des crédits relevant de son inspiration, car bien qu'elle soient extrêmement nombreuses, en raison de leur caractère plutôt bourgeois, elles intéressent plus l'aristocratie que le paysan.

De lui-même, le petit paysan allemand n'est pas capable d'initiative, il agit agricole. Celui-ci fut fondé grâce à l'initiative de philanthropes, Raffenien et Schulze Delitzsch. Ce dernier a été rendu célèbre, par le pamphlet de Ferdinand Lassalle, *Capital et Travail* ; le succès de son œuvre n'en a pas été compromis. Nous devons à Schulze Delitzsch, pour l'information des coopératives, les furent amenés à ajouter des associations de crédit et d'assurance. Ces tiffailles pour la plupart voulaient s'émanciper de toute tutelle. Y parvinrent-elles ?

La Fédération nationale de la mutualité et de la coopération agricoles, créée en septembre 1920, associa nombre de sociétés indépendantes créées dès le début du siècle, diffère de l'Union centrale de la rue d'Albion en ce qu'elle professe la neutralité politique et religieuse et se place au-dessus de toutes les questions économiques. Mais elle n'a pu se soustraire à l'obligation d'entretenir des relations avec l'Etat auquel elle doit demander des subsides.

Des associations laïques avaient en effet quelque peine à se procurer les capitaux nécessaires. N'invitant pas les liens religieux, leur subvention n'était pas sociale propre à harmoniser leurs efforts, ne s'appuyant que sur des intérêts matériels, elles n'avaient pas de bases suffisantes pour appuyer le principe de la responsabilité collective, garantie des prêts.

L'Etat ne refusa pas son aide. Dès 1897, à l'occasion du renouvellement du privilège de la Banque de France il avait exigé de celle-ci une avance de 40 millions sans intérêts et une participation de 3 % dans les bénéfices annuels, pour fonder une caisse de crédit agricole. Une loi du 5 août 1920 a rendu autonome cette caisse sous le nom d'Office national du crédit agricole.

Il est intéressant de dire quelques mots du fonctionnement de cet Office et de l'orientation actuelle de ses vues.

A la base sont les sociétés locales de crédit agricole, les sociétés dépendantes de l'Etat qui ont affaire qu'à la caisse régionale correspondante en général au département. Encore les caisses régionales sont-elles plutôt dépendantes de l'Office créé en 1920 et théoriquement autonome qui reçoit et gère les sommes provenant de la subvention annuelle.

Les sociétés locales et régionales sont des sociétés par actions. Celles-ci ont des parts ne rapportent pas de dividendes, mais un intérêt qui ne peut dépasser 6 %. Elles ne sont pas cotées à la Bourse et ne peuvent être cédées sans consentement de la société. Les sociétés doivent être agricoles et avoir au moins un syndicat ou coopérative agricoles ; les prêts ne sont consentis qu'à ceux qui ont libéré leur part d'au moins un quart.

Au 31 décembre 1930, les caisses locales étaient au nombre de 6.002 ; les caisses régionales au nombre de 100. Etaient affiliés aux caisses locales plus de 470.000 familles, dont 150.000 propriétaires, fermiers, métayers, ouvriers, susceptibles d'établir et artisans ruraux (députés 1921).

Les avances accordées en 1930 se sont élevées à 473 millions.

Les prêts se répartissent en quatre catégories : 1° Les prêts à court terme pour une année, prêts, pour amendements, engrais, semences, frais à engager avant la vente des récoltes ;

2° Prêts à moyen terme pour cinq ans au plus ; plantations, achat de bétail, acquisition de machines.

Dans ces deux cas l'intérêt est fixé par la société de base elle-même : au maximum, taux de la Banque de France, au minimum, taux payé aux actions par la caisse régionale.

3° Des prêts collectifs à long terme faits aux sociétés ou syndicats, de 25 en francs à 50 ans, sans exception pour création d'établissements, laiteries, beurrieres, chais, et création de forêts ;

4° Des prêts individuels à long terme du maximum de 40.000 francs aux ouvriers ruraux qui désirent acquies une petite propriété. Le prêt ne peut couvrir que la moitié des besoins ; le prêt d'acquisition, le postulant doit fournir le restant.

La proposition dans laquelle les caisses doivent répartir les prêts entre les diverses catégories était d'abord : 30 % pour l'ensemble des deux premières ; 25 % pour l'ensemble des deux dernières. Il s'agissait surtout de généraliser la propriété. Dans cette intention, même l'Etat a projeté de réserver la totalité de sa dotation aux deux dernières catégories. Il ne semble pas avoir donné suite intentionnellement à son projet, notamment en ce qui concerne les prêts à moyen terme, qui en 1931, ont été de 100 millions sur 200 millions sur une dotation spéciale de 500 millions consentie par une loi du 30 mars 1931.

Mais d'une statistique, à vrai dire un peu confuse, relative à l'exercice 1930, il résulte que dans cette année la répartition des avances fut de 6,65 % pour le court terme, 30,35 % pour le long terme collectif et 63 % pour le long terme individuel, c'est-à-dire pour les acquisitions.

L'Etat s'est donc, malgré l'opposition de l'Office, réservé une grande part d'influence. Il poursuit une politique dont le caractère saute aux yeux ; il s'agit uniquement de consolider le régime.

Les organismes de crédit qui ont adopté les principes de l'Ecole lyonnaise sont fédérés dans l'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée. Avec la caisse de crédit agricole de l'Union centrale des agriculteurs de France, la caisse de crédit agricole de l'Union centrale de l'Est, la caisse de crédit agricole du Plateau Central, la Fédération agricole d'Alsace et de Lorraine, ils forment un ensemble lié par d'intimes relations, malgré des apparences d'autonomie, qui repousse tout recours à l'Etat.

Il nous avons vu que si les initiateurs de ce mouvement de tendance conservatrice avaient fait preuve d'un incontestable désintéressement, leurs successeurs plus réactionnaires encore et moins scrupuleux avaient compromis les fonds qui leur étaient confiés, dans des spéculations financières et dans la préparation de campagnes électorales, et qu'ils avaient dû finalement implorer le secours du gouvernement.

De même que sous la pression des intérêts que messes et sermons ne satisfaisaient pas pleinement, les fondateurs bien pensants des premiers syndicats agricoles ont dû pour arriver à leur but, accepter des idées de coopération, ils furent amenés à ajouter des associations de crédit et d'assurance. Ces tiffailles pour la plupart voulaient s'émanciper de toute tutelle. Y parvinrent-elles ?

La Fédération nationale de la mutualité et de la coopération agricoles, créée en septembre 1920, associa nombre de sociétés indépendantes créées dès le début du siècle, diffère de l'Union centrale de la rue d'Albion en ce qu'elle professe la neutralité politique et religieuse et se place au-dessus de toutes les questions économiques. Mais elle n'a pu se soustraire à l'obligation d'entretenir des relations avec l'Etat auquel elle doit demander des subsides.

Des associations laïques avaient en effet quelque peine à se procurer les capitaux nécessaires. N'invitant pas les liens religieux, leur subvention n'était pas sociale propre à harmoniser leurs efforts, ne s'appuyant que sur des intérêts matériels, elles n'avaient pas de bases suffisantes pour appuyer le principe de la responsabilité collective, garantie des prêts.

L'Etat ne refusa pas son aide. Dès 1897, à l'occasion du renouvellement du privilège de la Banque de France il avait exigé de celle-ci une avance de 40 millions sans intérêts et une participation de 3 % dans les bénéfices annuels, pour fonder une caisse de crédit agricole. Une loi du 5 août 1920 a rendu autonome cette caisse sous le nom d'Office national du crédit agricole.

Il est intéressant de dire quelques mots du fonctionnement de cet Office et de l'orientation actuelle de ses vues.

A la base sont les sociétés locales de crédit agricole, les sociétés dépendantes de l'Etat qui ont affaire qu'à la caisse régionale correspondante en général au département. Encore les caisses régionales sont-elles plutôt dépendantes de l'Office créé en 1920 et théoriquement autonome qui reçoit et gère les sommes provenant de la subvention annuelle.

Les sociétés locales et régionales sont des sociétés par actions. Celles-ci ont des parts ne rapportent pas de dividendes, mais un intérêt qui ne peut dépasser 6 %. Elles ne sont pas cotées à la Bourse et ne peuvent être cédées sans consentement de la société. Les sociétés doivent être agricoles et avoir au moins un syndicat ou coopérative agricoles ; les prêts ne sont consentis qu'à ceux qui ont libéré leur part d'au moins un quart.

Au 31 décembre 1930, les caisses locales étaient au nombre de 6.002 ; les caisses régionales au nombre de 100. Etaient affiliés aux caisses locales plus de 470.000 familles, dont 150.000 propriétaires, fermiers, métayers, ouvriers, susceptibles d'établir et artisans ruraux (députés 1921).

Les avances accordées en 1930 se sont élevées à 473 millions.

Les prêts se répartissent en quatre catégories : 1° Les prêts à court terme pour une année, prêts, pour amendements, engrais, semences, frais à engager avant la vente des récoltes ;

2° Prêts à moyen terme pour cinq ans au plus ; plantations, achat de bétail, acquisition de machines.

Dans ces deux cas l'intérêt est fixé par la société de base elle-même : au maximum, taux de la Banque de France, au minimum, taux payé aux actions par la caisse régionale.

3° Des prêts collectifs à long terme faits aux sociétés ou syndicats, de 25 en francs à 50 ans, sans exception pour création d'établissements, laiteries, beurrieres, chais, et création de forêts ;

4° Des prêts individuels à long terme du maximum de 40.000 francs aux ouvriers ruraux qui désirent acquies une petite propriété. Le prêt ne peut couvrir que la moitié des besoins ; le prêt d'acquisition, le postulant doit fournir le restant.

La proposition dans laquelle les caisses doivent répartir les prêts entre les diverses catégories était d'abord : 30 % pour l'ensemble des deux premières ; 25 % pour l'ensemble des deux dernières. Il s'agissait surtout de généraliser la propriété. Dans cette intention, même l'Etat a projeté de réserver la totalité de sa dotation aux deux dernières catégories. Il ne semble pas avoir donné suite intentionnellement à son projet, notamment en ce qui concerne les prêts à moyen terme, qui en 1931, ont été de 100 millions sur 200 millions sur une dotation spéciale de 500 millions consentie par une loi du 30 mars 1931.

Mais d'une statistique, à vrai dire un peu confuse, relative à l'exercice 1930, il résulte que dans cette année la répartition des avances fut de 6,65 % pour le court terme, 30,35 % pour le long terme collectif et 63 % pour le long terme individuel, c'est-à-dire pour les acquisitions.

L'Etat s'est donc, malgré l'opposition de l'Office, réservé une grande part d'influence. Il poursuit une politique dont le caractère saute aux yeux ; il s'agit uniquement de consolider le régime.

Les organismes de crédit qui ont adopté les principes de l'Ecole lyonnaise sont fédérés dans l'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée. Avec la caisse de crédit agricole de l'Union centrale des agriculteurs de France, la caisse de crédit agricole de l'Union centrale de l'Est, la caisse de crédit agricole du Plateau Central, la Fédération agricole d'Alsace et de Lorraine, ils forment un ensemble lié par d'intimes relations, malgré des apparences d'autonomie, qui repousse tout recours à l'Etat.

Il nous avons vu que si les initiateurs de ce mouvement de tendance conservatrice avaient fait preuve d'un incontestable désintéressement, leurs successeurs plus réactionnaires encore et moins scrupuleux avaient compromis les fonds qui leur étaient confiés, dans des spéculations financières et dans la préparation de campagnes électorales, et qu'ils avaient dû finalement implorer le secours du gouvernement.

De même que sous la pression des intérêts que messes et sermons ne satisfaisaient pas pleinement, les fondateurs bien pensants des premiers syndicats agricoles ont dû pour arriver à leur but, accepter des idées de coopération, ils furent amenés à ajouter des associations de crédit et d'assurance. Ces tiffailles pour la plupart voulaient s'émanciper de toute tutelle. Y parvinrent-elles ?

La Fédération nationale de la mutualité et de la coopération agricoles, créée en septembre 1920, associa nombre de sociétés indépendantes créées dès le début du siècle, diffère de l'Union centrale de la rue d'Albion en ce qu'elle professe la neutralité politique et religieuse et se place au-dessus de toutes les questions économiques. Mais elle n'a pu se soustraire à l'obligation d'entretenir des relations avec l'Etat auquel elle doit demander des subsides.

Des associations laïques avaient en effet quelque peine à se procurer les capitaux nécessaires. N'invitant pas les liens religieux, leur subvention n'était pas sociale propre à harmoniser leurs efforts, ne s'appuyant que sur des intérêts matériels, elles n'avaient pas de bases suffisantes pour appuyer le principe de la responsabilité collective, garantie des prêts.

L'Etat ne refusa pas son aide. Dès 1897, à l'occasion du renouvellement du privilège de la Banque de France il avait exigé de celle-ci une avance de 40 millions sans intérêts et une participation de 3 % dans les bénéfices annuels, pour fonder une caisse de crédit agricole. Une loi du 5 août 1920 a rendu autonome cette caisse sous le nom d'Office national du crédit agricole.

Il est intéressant de dire quelques mots du fonctionnement de cet Office et de l'orientation actuelle de ses vues.

A la base sont les sociétés locales de crédit agricole, les sociétés dépendantes de l'Etat qui ont affaire qu'à la caisse régionale correspondante en général au département. Encore les caisses régionales sont-elles plutôt dépendantes de l'Office créé en 1920 et théoriquement autonome qui reçoit et gère les sommes provenant de la subvention annuelle.

Les sociétés locales et régionales sont des sociétés par actions. Celles-ci ont des parts ne rapportent pas de dividendes, mais un intérêt qui ne peut dépasser 6 %. Elles ne sont pas cotées à la Bourse et ne peuvent être cédées sans consentement de la société. Les sociétés doivent être agricoles et avoir au moins un syndicat ou coopérative agricoles ; les prêts ne sont consentis qu'à ceux qui ont libéré leur part d'au moins un quart.

La vie de l'U. A. C.

Prochaine réunion de la C. A., le lundi 19 septembre, local habituel.

COMMUNICATION DE LA C. A. DE TOULOUSE. — LES GROUPES C. A. DE TOULOUSE.

Dans l'impossibilité d'organiser le Congrès National pour le mois de novembre, présenté par le Congrès de Toulouse, le groupe d'Orléans, et la C. A. après échange de vues, ont décidé de reculer la date de la tenue du Congrès, jusqu'au printemps prochain, à Pâques.

Le groupe d'Orléans organisateur, du Congrès, enverra une circulaire concernant la participation des groupes à ce Congrès.

La C. A. rappelle qu'une caisse autonome existe, créée pour subvenir aux frais d'organisation, et invite les groupes à envoyer leurs gros sous.

Pour tout ce qui concerne le Congrès, envoyez correspondances et cotisations, au Groupe d'Orléans.

La C. A.

Prochaine réunion de la C. A., le lundi 19 septembre, local habituel.

COMMUNICATION DE LA C. A. DE TOULOUSE. — LES GROUPES C. A. DE TOULOUSE.

Dans l'impossibilité d'organiser le Congrès National pour le mois de novembre, présenté par le Congrès de Toulouse, le groupe d'Orléans, et la C. A. après échange de vues, ont décidé de reculer la date de la tenue du Congrès, jusqu'au printemps prochain, à Pâques.

Le groupe d'Orléans organisateur, du Congrès, enverra une circulaire concernant la participation des groupes à ce Congrès.

La C. A. rappelle qu'une caisse autonome existe, créée pour subvenir aux frais d'organisation, et invite les groupes à envoyer leurs gros sous.

Pour tout ce qui concerne le Congrès, envoyez correspondances et cotisations, au Groupe d'Orléans.

La C. A.

Prochaine réunion de la C. A., le lundi 19 septembre, local habituel.

COMMUNICATION DE LA C. A. DE TOULOUSE. — LES GROUPES C. A. DE TOULOUSE.

Dans l'impossibilité d'organiser le Congrès National pour le mois de novembre, présenté par le Congrès de Toulouse, le groupe d'Orléans, et la C. A. après échange de vues, ont décidé de reculer la date de la tenue du Congrès, jusqu'au printemps prochain, à Pâques.

Le groupe d'Orléans organisateur, du Congrès, enverra une circulaire concernant la participation des groupes à ce Congrès.

La C. A. rappelle qu'une caisse autonome existe, créée pour subvenir aux frais d'organisation, et invite les groupes à envoyer leurs gros sous.

Pour tout ce qui concerne le Congrès, envoyez correspondances et cotisations, au Groupe d'Orléans.

La C. A.

Prochaine réunion de la C. A., le lundi 19 septembre, local habituel.

COMMUNICATION DE LA C. A. DE TOULOUSE. — LES GROUPES C. A. DE TOULOUSE.

Dans l'impossibilité d'organiser le Congrès National pour le mois de novembre, présenté par le Congrès de Toulouse, le groupe d'Orléans, et la C. A. après échange de vues, ont décidé de reculer la date de la tenue du Congrès, jusqu'au printemps prochain, à Pâques.

Le groupe d'Orléans organisateur, du Congrès, enverra une circulaire concernant la participation des groupes à ce Congrès.

La C. A. rappelle qu'une caisse autonome existe, créée pour subvenir aux frais d'organisation, et invite les groupes à envoyer leurs gros sous.